



Termes de référence

09.11.2021

Etude de la sécurité alimentaire dans le Grand Sud

Lieux de la mission : **Haïti (Port-au-Prince, Sud, Sud-est et Grand'Anse)**

Période de la mission : **Mi-novembre 2021 à mi-janvier 2022**

Documents de base**Documents du programme de l'ambassade Suisse :**

1. Stratégie de la Coopération Suisse en Haïti 2018-2021
2. Programme de la Coopération Suisse 2022-24
3. Rapport annuel 2020
4. Rapports d'analyse de contexte de l'ambassade (MERV 2021)
5. Documentations et rapports d'évaluation mi-parcours de programmes financés par l'ambassade de Suisse (PAGAI, RRC, PARHAFS, PROMES, REGLEAU)

Documents thématiques (sécurité alimentaire, besoins humanitaires) :

1. Documents de base (analyse des besoins et des tendances, études et enquêtes de base sur la sécurité alimentaire, analyse IPC, documents de politique sectorielle) du secteur de la sécurité alimentaire en Haïti dont notamment de la CNSA, du cluster sécurité alimentaire.
2. Haiti Needs Overview (HNO) et plan de réponse humanitaire
3. PDNA / Evaluation post-désastre au Haïti, octobre 2021

Contexte

Le contexte haïtien est marqué par une situation d'insécurité alimentaire chronique qui touche une bonne partie de la population depuis plusieurs décennies même si les chiffres relatifs aux populations vivant dans l'insécurité alimentaire fluctuent à la hausse ou à la baisse d'une période à l'autre. La prévalence de l'insécurité alimentaire reste élevée et reste très sensible aux chocs externes d'origine naturelle ou anthropique dans un contexte où l'économie haïtienne peine à trouver son dynamisme. En ce sens, ces chocs externes (crises sanitaires, événements climatiques et géologiques, troubles politiques entre autres) basculent toujours une part importante de la population vivant sur la frontière de la pauvreté extrême en situation d'insécurité alimentaire. Les récents troubles socio-politiques qui ont engendré des turbulences économiques n'ont pas cessé d'aggraver la situation de l'insécurité alimentaire dans le pays.

A travers son engagement par l'aide humanitaire et la coopération au développement, l'ambassade de Suisse en République d'Haïti appuie depuis des années des initiatives visant l'amélioration de la sécurité alimentaire en Haïti. Sous le domaine « Agriculture et Sécurité alimentaire » l'ambassade appuie des programmes visant le développement de certaines chaînes de valeur agricoles et la gouvernance sectorielle dans des départements du Grand Sud. Cependant, en dépit de potentialités de ces zones, les acquis des interventions sont fragilisés par des catastrophes répétées qui y sont survenus ces dernières années. Le récent séisme de magnitude 7.2 qui a frappé trois départements (Sud, Nippes et Grand'Anse) du Grand Sud du pays a renforcé la fragilité économique du pays en général et de la région en particulier d'une part et a accru la population en situation d'insécurité alimentaire, d'autre part. Cette tendance est confirmée avec les derniers chiffres sur l'analyse de l'IPC selon lesquels 4.4 millions de personnes de la population haïtienne vivent en insécurité alimentaire aiguë dont 1.2 million en IPC phase 4 (phase d'urgence) et 3.2 millions en IPC Phase 3 (situation de crise). La haute vulnérabilité aux chocs des ménages, des capacités techniques et de gestion limitées des institutions, le manque de technologies avancées, la difficulté d'accès à des produits financiers entre autres ne permettent pas d'adresser efficacement et durablement le problème de l'insécurité alimentaire au niveau de la population.

Ces paramètres s'ajoutent à l'instabilité socio-politique et économique générale. La fragilité du contexte actuel ne laisse l'optimisme à une amélioration de cette situation sur le moyen terme. Parallèlement aux programmes dans le domaine agricole, l'ambassade finance de nombreux autres programmes en lien avec la gouvernance décentralisée, la reconstruction et l'insertion économique des professionnels entre autres. En vue de renforcer les interventions avec des actions porteuses en matière de sécurité alimentaire et dans une logique de nexus humanitaire-développement, l'ambassade est intéressée à appuyer la conduite d'une analyse sur les régions prioritaires d'engagement à savoir les départements du Sud, de la Grand'Anse et du Sud-est. Cette étude devrait permettre d'identifier des actions potentielles que l'ambassade pourrait financer en lien avec les priorités nationales et en fonction: a) des besoins d'interventions ; b) de la valeur ajoutée des interventions et c) de l'intérêt de s'engager dans de telles interventions

La structure et buts de l'études

Cette étude poursuit les buts suivants:

- I. Contribuer à la compréhension de la situation actuelle de la sécurité alimentaire dans des zones prioritaires d'intervention des programmes financés par l'Ambassade de Suisse en Haïti
- II. Renforcer le justificatif d'intervention, en expliquant l'intérêt et le potentiel d'engagement de l'Ambassade de Suisse
- III. Guider l'identification de nouvelles interventions ou/et des ajustements de l'engagement existant de l'ambassade de Suisse notamment du portfolio de l'aide humanitaire pour assurer une orientation vers les vrais besoins de la population.

Les objectifs spécifiques et les questions d'orientation

L'étude portera sur trois objectifs spécifiques correspondant aux trois buts :

- I. Procéder à une **analyse quantitative et qualitative de la situation** de la sécurité alimentaire dans le Grand Sud, particulièrement les zones d'engagement des programmes financés par l'Ambassade de Suisse en Haïti, afin de définir les besoins, les acteurs et initiatives existantes et nécessaires à moyen terme (2022-2024).

Questions clés :

- a) Quelles catégories de population sont les a plus affectées, pourquoi ?
- b) Quels sont les obstacles et raisons de cette situation ?
- c) Quels sont les besoins en termes qualitatif et quantitatif à court terme (2022) et moyen terme (2022-24) dans les zones d'intervention de l'Ambassade de suisse au Grand Sud ?
- d) Quels sont les réponses et programmes actifs ou prévus par le gouvernement et d'autres acteurs ?

Commentaire :

Sous considération qu'ils existent de multiples études (CNSA, PDNA etc), cette partie consiste à faire un résumé et une analyse de l'information existante avec un accent sur le Grand Sud et le contexte de l'engagement de l'ambassade de suisse sans forcément procéder à des études approfondies mais plutôt à une interprétation et d'informations sur la base des échanges avec des spécialistes et acteurs clés du domaine.

- II. Dresser le cadre d'élargissement de l'intervention de l'ambassade suisse, notamment de l'aide humanitaire, **par des lignes d'actions complémentaires à l'engagement existant** en fournissant de justificatifs clairs pour de tels engagements dans la thématique de la sécurité alimentaire.

Questions clés :

- a) Quelle est la situation actuelle : l'analyse des besoins ?
- b) Quelle serait la valeur ajoutée de la Suisse au travers d'actions complémentaires dans le domaine de la sécurité alimentaire?
- c) Quel est l'intérêt pour la Suisse de renforcer ses interventions préexistantes dans la région au travers d'actions ciblées visant à améliorer la sécurité alimentaire particulièrement celle des groupes vulnérables?

Subsidiairement, l'étude doit fournir des réponses aux questions suivantes :

- d) Quelles sont les besoins importants existants qui ne sont / ne pourront pas être pas adressés par l'engagement actuel dans l'agriculture et la sécurité alimentaire surtout en vue *du phase out* des programmes de développement financés par l'Ambassade vers 2024?
- e) Quelles sont les opportunités en vue de l'engagement de l'aide humanitaire dans le domaine de la sécurité alimentaire?
- f) Comment un engagement dans le domaine de la sécurité alimentaire peut-il améliorer la qualité et l'impact des programmes appuyés par l'ambassade de Suisse en Haïti en particulier dans le Grand Sud ?
- g) Comment un tel engagement peut-il appuyer le nexus aide humanitaire-développement, les synergies et complémentarités entre les programmes actuels ?
- h) Quel sont les partenaires et bénéficiaires des programmes de l'ambassade Suisse - notamment des projets de l'aide humanitaire - qui sont gravement affectés par l'insécurité alimentaire? Et quelle serait la meilleure stratégie pour les appuyer ?

Commentaire:

Cette partie doit être basée sur l'analyse et des échanges avec les points focaux des programmes de l'ambassade Suisse et ses partenaires.

- III. Elaborer des **recommandations pour un engagement de l'aide humanitaire** dans la sécurité alimentaire par des ajustements des programmes existants ou de nouvelles actions ainsi que des modalités d'interventions.

Questions clés :

- a) Quels sont les ajustements nécessaires en lien avec les programmes existants - notamment les projets PARHAFS et RRC - pour contribuer à la sécurité alimentaire, soit par des actions additionnelles ou par la valorisation de synergies et complémentarités avec des initiatives existantes ?
- b) Quels sont les options et recommandations pour appuyer les plus vulnérables en termes de mécanismes de mise en œuvre, instruments techniques /financiers?
 - i) à court terme (2022)
 - ii) à moyen terme (2023/24)
- c) Comment focaliser l'engagement en termes de bénéficiaires, partenaires et zones d'intervention géographique afin d'assurer l'impact ?
- d) A travers un engagement de l'aide humanitaire comment
 - i) susciter une attitude proactive (des acteurs et non des bénéficiaires passifs) ;
 - ii) traiter les besoins spécifiques de femmes/filles et d'autres groupes vulnérables ;
 - iii) renforcer des institutions/organisations de base?
- e) Quelles sont les leçons apprises, bonnes pratiques existantes à valoriser et/ou à répliquer?
- f) Quels sont partenariats à établir ou renforcer ?

Commentaire:

Cette partie doit porter sur la valeur ajoutée du programme de l'ambassade Suisse basé sur l'expérience et l'expertise existante. Les lignes d'actions recommandés doivent être alignées avec les engagements d'autres partenaires techniques financiers actifs en assurant la coordination, des synergies et en évitant des duplications. Il s'agit d'une synthèse logique des réponses aux questions sous l'objectif I (besoins/situation) et II (l'intérêt pour l'Ambassade de Suisse). Des recommandations d'actions générales sont à éviter, ils doivent être viables et spécifiques pour le contexte du Grand Sud des zones d'interventions des programmes financés par l'Ambassade de Suisse en Haïti.

Méthodologie et approche préconisées

Une méthodologie combinée (quantitative et qualitative) et participative incluant les différentes acteurs clés tels que des spécialistes, des institutions sectorielles et autres acteurs clés et des

parties prenantes (acteurs territoriaux et institutionnels) des programmes de l'ambassade en cours est recommandée pour la conduite d'une telle étude.

Principales phases de l'étude et livrables

Phases	Étapes méthodologiques	Livrables attendus
Phase préparatoire (durée : 2 jours)	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte d'information par revue documentaire et premiers entretiens - Mise en place de la méthodologie détaillée - structuration de l'étude 	<ul style="list-style-type: none"> - Document de méthodologie détaillée : questionnaire par (type) d'acteur à contacter - Inventaire des contacts (faits/prévus) pour conduire l'étude - Structure du plan du rapport de l'étude
Mission de terrain (durée: 8 jours)	<ul style="list-style-type: none"> - Échange avec le programme RRC et partenaires clés (au Sud Est) - Échange avec le programme PARHAFS et partenaires clés (au Sud et dans la Grand'Anse) - Échange avec d'autres acteurs clés dans les zones prioritaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Points clés des échanges (3 points clés des besoins et/ou 3 points clés des approches/assistance possible)
Phase d'analyse et documentation (durée: 5 jours)	<ul style="list-style-type: none"> - Entretiens approfondis - Analyse et documentation - Synthèse et présentation des résultats préliminaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aide-mémoire (max 3 pages) présentant les principaux résultats - Présentation PowerPoint
Phase de rapportage et restitution (durée : 3 jours)	<ul style="list-style-type: none"> - Rédaction du rapport final. - Présentation des conclusions à l'ambassade - Intégration des observations de l'Ambassade de Suisse dans le rapport. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport final version draft (max 15 pages) sans annexe - Présentation PowerPoint ajustée - Rencontre avec l'ambassade et équipe de l'aide humanitaire - Rapport final ajusté (max 15 pages) + annexes

Lieux des prestations et durée de l'évaluation

L'étude sera conduite à Port-au-Prince / distance avec une mission de terrain dans les trois départements concernés. L'étude s'étendra sur une période maximale de 18 jours de travail effectif entre mi-novembre 2021 et mi-janvier 2022.

La présentation des résultats se fera à Port-au-Prince, avec l'option de participation des partenaires et collègues à distance.

Profil de l'expertise/compétences

En principe cette étude s'adresse à un/une experte de la thématique. Toutefois, une équipe d'étude n'est pas exclue sous considération des compétences suivantes.

- Au moins 10 ans d'expériences dans le domaine de la sécurité alimentaire
- Au moins 4 études ou publications de référence comme lead auteur ou avec une contribution essentielle
- Expérience de travail au Grand Sud est un atout
- Bonne connaissance des acteurs et des principaux programmes de développement et d'aide humanitaire existants actuellement.
- Très bonne maîtrise du français à l'écrit et à l'oral.
- Compétence par rapport au sujet genre: une équipe mixte, une experte femme et/ou d'autre références à ce sujet seront un atout.

Informations pour transmission des offres techniques et financières

Les offres doivent être transmises par courriel à l'adresse portauprince.haiti@eda.admin.ch avec mention « Etude sécurité alimentaire ».

La date limite de soumission des offres (prolongation): 17 novembre jusqu'à 21:00